

Les Echos

RÉGION

SPÉCIAL MARSEILLE

Panorama Aix-Marseille-Provence : naissance d'une métropole de projets // **P. 2** | **Cas d'école** Un co-working adapté aux usines technologiques // **P. 3** | **Zooms** Les nouveaux visages du renouveau marseillais // **P. 4** | **Compétitivité** Les patrons phocéens regardent l'Afrique comme une nouvelle terre de croissance // **P. 5** | **Grand angle** Les nouveaux carrefours des dirigeants d'entreprise // **PP. 6-7** | **Grand témoin** Didier Raoult : « Nous créons ce que devait être l'Institut Pasteur il y a cinquante ans » // **P. 8** |



Ion Hanming/RÉA

Renouveau ?

Arnaud Le Gal
alegal@lesechos.fr
et **Paul Molga**

Les villes littorales s'accommodent naturellement des mouvements de flux et de reflux. Mais sur les bords de la Méditerranée, c'est une notion abstraite. Il a fallu les grandes marées de la mondialisation pour rappeler à Marseille qu'elle s'enrichit et nourrit sa créativité des échanges. Les va-et-vient marins y sont d'abord commerciaux. Quoique parfois obstrués par d'étroits chenaux locaux que la création de la métropole ambitionne de faire voler en éclats pour faciliter, enfin, la vie des milliers de Provençaux chauffés à blanc par le manque de mobilité – au propre comme au figuré –, un

héritage de discordances qu'ils refusent et le sentiment que leur ville reste plongée dans un long sommeil, quand l'énergie de tant de ses citoyens n'attend qu'un catalyseur pour faire des étincelles. Libérée, elle fait des miracles qui nourrissent des communautés d'intérêts. A Marseille, un nouvel urbanisme imagine des échanges intelligents entre les populations, les entreprises et la ville fondés sur le partage des

espaces et des usages. A Aix, c'est un campus numérique qui va voir le jour pour imaginer les technologies de la ville du futur. A Marignane, la mise en réseau d'un vivier d'entreprises spécialisées en mécanique fait émerger un co-working inédit d'entreprises. Il y a deux ans, la capitale européenne de la culture avait ouvert la possibilité d'un renouveau. Son avenir tient maintenant à la théorie des flux. Ceux d'abord des idées et des

talents qui irriguent l'innovation, comme lorsque les chefs de file de l'entrepreneuriat accompagnent une nouvelle génération de porteurs de projets. Ceux, ensuite, des nouvelles liaisons économiques avec le continent africain, dont le décollage offre à Marseille une opportunité historique : être sur le front du prochain chapitre de la géopolitique méditerranéenne, quand l'Europe cessera de la considérer comme une frontière. ■

PANORAMA // Marseille, sa banlieue, ses environs... Au total, 92 communes constitueront la future métropole. Tous les modes de déplacement sont encouragés : covoiturage, auto-partage, transport en commun et vélo.

Aix-Marseille-Provence : naissance d'une métropole de projets

Paul Molga
— Correspondant à Marseille

Six mois perdus dans les bouchons, huit autres d'espérance de vie... Dans l'opinion au moins, la difficulté à se déplacer dans l'agglomération marseillaise et ses conséquences sur la concentration des microparticules dans son atmosphère ont fini par l'emporter sur les réticences politiques à la construction de la métropole. Dans une enquête réalisée au début de l'année par l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (Agam) sur l'attente des futurs métropolitains, transports et qualité de vie s'imposent au premier rang. Il y a urgence : « *Contrairement aux territoires de cette dimension, la métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas constituée que d'un centre et de sa banlieue, mais d'une multitude de points d'attraction : Marseille et son million d'habitants, Aix et ses 150.000 autres, plusieurs villes de 30.000 à 50.000 âmes constitués autour de bassins d'emploi et de nombreux villages et zones périurbaines* », explique l'Agam, dans une note technique où elle ajoute que « *la diversité de la géographie économique et commerciale est tout aussi importante* ».

Seulement 110 voyages en transports collectifs
Plus de 650.000 déplacements sont effectués chaque jour entre les 92 communes qui constitueront le périmètre de la future métropole. Leur nombre s'est accru de 50 % en douze ans et, pour autant, les Phocéens ne réalisent que 110 voyages en transports collectifs, contre 323 pour les Lyonnais. « *Le territoire consacre beaucoup moins de moyens à ce sujet, en investissement comme en fonctionnement, que ses homologues françaises* », note Vincent Fouchier, directeur du projet métropolitain auprès de la mission de préfiguration. Ces quinze dernières années, le différentiel avec le Grand



Le nombre de déplacements des Phocéens s'est accru du 50 % en douze ans. Photo Anne-Christine Poujoulat / AFP

Lyon avoisine par exemple 1,5 milliard d'euros. Irriguer plus finement le territoire en voies dédiées, créer des boucles de déplacement ferroviaire rapide, encourager les modes de déplacement actifs (marche, vélo) ou alternatifs (covoiturage, auto-partage...) sont parmi les pistes les plus sérieuses pour doubler en quinze ans la fréquentation des transports collectifs, selon les objectifs fixés par le Livre blanc des transports métropolitains d'Aix-Marseille-Provence qui décline les travaux nécessaires. Au moins 7 milliards d'euros devront être mobilisés sur ce dossier. Le contrat de plan Etat-région de Provence-Alpes-Côte d'Azur signé fin mai (pour un montant de 1,6 milliard d'euros, entre 2015 et

2020) fléchera une partie de ses investissements vers ces projets structurants indispensables au développement économique du territoire. Près de 290 millions d'euros seront ainsi consacrés à des projets ferrés et routiers. L'Etat mobilisera également d'autres ressources, hors CPER, par exemple pour accompagner un programme de modernisation de la gestion dynamique du trafic et de l'information en temps réel des usagers sur autoroute (13 millions) ou pour appuyer sept projets en cours de transports collectifs (60 millions). En faisant sauter les bouchons, il compte aussi débarrasser le territoire du principal frein qui empêche son développement depuis plusieurs décennies : l'immobilisme. ■

Les chiffres clés

290
MILLIONS D'EUROS
Le budget consacré aux projets ferrés et routiers dans le cadre du contrat plan Etat-région de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

650
EN MILLIERS
Le nombre de déplacements effectués chaque jours entre les 92 communes.

Massilia Mundi, le réseau des fans de Marseille

Créé pour améliorer l'image du territoire phocéen, ce site veut trouver des ambassadeurs partout où ils sont.

Après avoir investi des entre-soi mythiques où tisser physiquement des liens autour du sport, du vin ou du mécénat, les réseaux marseillais s'attaquent à la Toile. Créé il y a deux ans à l'initiative de l'ancien vice-président de la Banque européenne d'investissement, Philippe de Fontaine-Vive, Massilia Mundi veut devenir « *le rendez-vous des Marseillais et des Provençaux du monde* ». « *Il s'agit d'un club ouvert à tous les amoureux de cette métropole, où qu'ils se trouvent sur la planète* », décrit-il. L'outil est porté par Top 20, un puissant lobby réunissant la quarantaine des plus grosses sociétés de la métropole (CMA CGM, Pernod Ricard, Eurocopter, HighCo, STMi-

Marseille ». En Chine, où il partage son temps avec Marseille, il a déjà créé l'Olympique des Marseillais de Shanghai, qui rassemble plusieurs dizaines d'expatriés nostalgiques des lumières du Sud. « *Massilia Mundi fait le même trait d'union au niveau mondial* », expliquent ses promoteurs.

Viscéralement internationale
Sociologue à Sciences po Aix et adhérent du site, Nicolas Maisetti souligne l'impact de l'image de la ville, dont le club de foot compte des supporters dans de nombreux clubs extérieurs. « *On n'est pas Marseillais par naissance. On adhère à Marseille comme on adhère à une cause. Marseille illustre l'exception et la confrontation au pouvoir central. Elle dégage un profond sentiment de liberté chez tous ceux qui l'aime.* » A cause de sa façade portuaire, la ville est aussi viscéralement internationale. Elle a créé des attaches avec pas moins de 13 cités jumelées aussi différentes que Hambourg, Abidjan, Le Pirée, Glasgow, Kobé, Haïfa, Gênes, Odessa ou Copenhague. « *Marseille mérite mieux que la caricature que lui prête les médias* », veut croire Gilles Della Guardia, directeur interrégional d'Ubi-france, qui a effectué sa carrière dans le réseau diplomatique français. Massilia Mundi bénéficie d'un budget de 55.000 euros annuels pour tenter de changer l'image de la ville. — **P. M.**

Il a dit



« **Marseille est une diaspora de réussites professionnelles qui mérite d'être mise en réseau.** »
PHILIPPE DE FONTAINE-VIVE
Président de Massilia Mundi

Totem.mobi invente la circulation sans contrainte grâce à l'automobile en libre-service low cost

L'application compte aujourd'hui 1.500 abonnés. La société vise 6 millions d'euros de chiffre d'affaires à l'horizon 2020.

Badger, rouler, puis laisser son véhicule là où il est pour un autre conducteur. En simplifiant au maximum la mobilité individuelle, Totem.mobi veut rendre le transport électrique aussi facile à utiliser qu'un vélo. Et ça marche ! Opérationnel depuis quelques mois, ce libre-service automobile offre, selon ses usagers, « *une fluidité inégalée* ». La flotte disponible est géolocalisée sur une application smartphone dédiée. Un clic suffit pour réserver. L'identification et le déverrouillage du véhicule s'effectuent grâce à sa carte de bus. Une fois le moteur en marche, le décompte commence : 1 euro par quart d'heure. Arrivé à destination, il peut être stationné gratuitement, soit dans une des stations satellites équipées de point de recharge chez des commerçants, campus, hôpitaux ou zones d'activité, soit sur la voirie dans une zone bleue délimitée par la municipalité en centre-ville. « *Pas besoin de délégation de service public ni d'infrastructures de recharge. Notre système est léger, modulaire et bon marché* », défendent ses concepteurs, Cyrille Estrade, qui a aussi créé le service



Vingt Renault twizy (80 kilomètres d'autonomie) équipent la flotte automobile de Totem.mobi. Photo Totem.mobi

de location de scooters électriques dans les gares Wattmobile, et Emmanuelle Champaud. Vingt véhicules Renault Twizy équipent aujourd'hui le réseau. Leur autonomie (environ 80 kilomètres) suffit à

couvrir les besoins de plusieurs déplacements. Quand la jauge atteint le seuil critique, des « *jockeys* » rapatrient le véhicule dans un garage partenaire. La formule séduit : allié au réseau

Citiz Provence, la principale coopérative d'auto-partage en France, Totem.mobi partage 1.500 abonnés, dont une centaine sont devenus des utilisateurs réguliers.

Six nouveaux contrats
Mais son business model ne s'appuie pas que sur eux : la facturation des conducteurs couvre un tiers du chiffre d'affaires. Le reste est fourni dans les mêmes proportions par les annonceurs (présents sur le véhicule et l'application Totem.mobi) et l'installation de stations satellites pour les salariés d'entreprise, facturée 3.000 euros par an convertis en heures de location ou en espace publicitaire. L'entreprise en compte 8 à ce jour ainsi que 12 annonceurs. L'ensemble devrait générer 200.000 euros de chiffre d'affaires cette année, 700.000 l'an prochain. D'autres agglomérations sont intéressées, dont Avignon, Toulouse et Bordeaux, qui pourraient rejoindre le réseau dès 2016. L'ajout d'un dispositif mains libres, permettant de démarrer le véhicule directement depuis son smartphone, devrait finir de les convaincre. « *Nous prévoyons de signer avec six nouvelles agglomérations d'ici à 2020, pour y déployer un millier de Twizy.* » Le chiffre d'affaires de l'entreprise pourrait alors atteindre 6 millions d'euros. — **P. M.**

Hamilton/REA

CAS D'ÉCOLE // Mutualiser les expertises, partager les ressources, créer un réseau... C'est l'objectif du futur technocentre Henri-Fabre, situé à Marignane.

Un co-working adapté aux usines technologiques

Une PME qui usine des pièces mécaniques pour les hélicoptères d'Airbus Helicopters peut très bien fabriquer des éléments de structure en biomatériaux pour l'industrie de la santé. C'est à partir de cette idée folle que les promoteurs du concept communautaire industriel Henri-Fabre sont parvenus à convaincre un consortium d'entreprises et d'établissements académiques de s'impliquer dans la construction du premier élément de ce réseau.

D'ici à quelques mois, les 2.600 mètres carrés d'un bâtiment de la zone des Florides à Marignane seront équipés de 12 millions d'euros de matériels pour concevoir, usiner, caractériser et prototyper toutes sortes de pièces dont ont

besoin les grands donneurs d'ordre. Pour quelques centaines d'euros, les entreprises de la région pourront y accéder en louant ponctuellement ces installations à l'heure ou pour plusieurs mois, selon le temps nécessaire à l'élaboration de leur projet. « Cette usine mutualisée est un moyen pour elles de faire la preuve d'un concept et de produire des préséries pour remporter la signature de contrats avant d'avoir à investir lourdement sans certitude débouchés », explique Stéphane Magana, directeur du projet.

Elles bénéficieront sur place d'un encadrement porteur. L'équipe d'Henri-Fabre y prendra ses quartiers pour animer les filières avec les pôles de compétitivité impliqués, sensibiliser les PME

concernées (au nombre de 150 environ dans la région), organiser des colloques, délivrer des formations et élaborer les cursus dont auront besoin les industriels (réalité virtuelle, Big Data...). Ce technocentre sera également occupé par un laboratoire de caractérisation des matériaux porté par un consortium d'entreprises, par le Cetim, le Centre technique des industries mécaniques, et une équipe d'ingénieurs détachés du site voisin d'Airbus Helicopters.

7.000 emplois générés

L'étape suivante est déjà en chantier : d'ici à 2019, le bâtiment initial sera agrandi de 13.500 mètres carrés et trois autres zones dans le périmètre du donneur d'ordre aéronau-

tique, entre Vitrolles et Istres, fleuriront des Garrigues. Au final, 170 hectares seront aménagés en pôle d'excellence mécanique, matériaux et procédés du futur pour travailler en réseau pour les filières aéronautique, navale, énergétique et médicale. « *Les entreprises vont croître à vitesse accélérée dans ce terrain multifilière nourrissant leurs technologies de débouchés construits avec les grands groupes* », veut croire Stéphane Magana. Investissement prévu : 400 millions d'euros pour l'aménagement des zones, les transports en commun et les équipements. D'ici à une dizaine d'années, cette plate-forme mutualisée d'innovation territoriale pourrait générer 7.000 emplois supplémentaires. — P. M.



Le lieu accueillera des PME souhaitant louer des installations, se former, rencontrer des experts. Photo Airbus Group / EDF Jean-Marie Huron

DÉVELOPPEMENT

Un nouveau laboratoire pour les « smart cities »

Un campus numérique à l'américaine va naître au cœur de la campagne aixoise.

Les meilleurs cerveaux de la planète y réfléchiront aux mégalofoles du futur.

Aix-en-Provence bientôt capitale de la ville du futur ? Thecamp en rêve. A une vingtaine de kilomètres du cours Mirabeau, près de la gare TGV, ce campus numérique à l'américaine doit voir le jour fin 2016 pour accueillir les meilleurs cerveaux de la planète qui réfléchiront à la conception des « smart cities » : ingénieurs, chercheurs, entrepreneurs, futurologues, sociologues... Ils seront accueillis sur place dans des appartements ouverts sur la garrigue avoisinante. Plusieurs villas à l'écart seront prévues pour attirer des conférenciers de haut vol, patrons, chefs d'Etat ou prix Nobel. Gestion de l'eau, sécurité, énergie, services à la personne, objets connectés, transports... Les enjeux ne manquent pas. Sous un toit de Téflon de 8.000 mètres carrés en forme élégante de lotus, près de 300 experts de ces domaines pourront travailler ensemble le temps d'un week-end ou pendant plusieurs mois. Un incubateur couvrera des start-up sur la thématique de la ville durable, des conférences et des sessions de formation seront ouvertes aux cadres et chefs d'entreprise pour distiller la bonne parole de la ville intelligente.

L'approche rappelle à s'y méprendre celle des universités américaines qui ont inspiré le promoteur de projets, Frédéric Chevalier, président-

fondateur de HighCo, une agence marketing aixoise cotée en Bourse : Stanford, le Massachusetts Institute of Technology et les plus récentes Singularity University, qui réfléchit à l'avenir du genre humain, et le Center for Urban Science and Progress new-yorkais, inauguré en 2013. « Il s'agira d'un lieu de vie et de pensée, d'une bulle à l'écart des distractions, de l'agitation des marchés et de la temporalité des schémas politiques pour préparer sereinement l'avenir de l'humanité face aux grands enjeux de l'urbanisation », explique-t-il.

Projet à 70 millions d'euros

Les sujets ne manquent pas : l'espace occupé par les villes grandit chaque jour de 110 kilomètres carrés, l'équivalent de la surface de Paris. L'Académie américaine des sciences, qui a publié ce chiffre fin 2012, précise aussi que l'étendue urbaine mondiale aura triplé d'ici à 2030, occupant plus de 1,2 million de kilomètres carrés. La planète comptera 37 mégapoles, qui accueilleront une population de 10 à 30 millions d'individus chacune. L'extension urbaine ne s'arrêtera pas là. En 2050, le nombre de citadins aura encore augmenté de 75 %. Deux tiers de l'humanité (6,3 milliards d'individus) vivront alors à l'abri des villes.

Comment les loger, les nourrir, les désaltérer, les transporter, maintenir l'hygiène ? Ces questions intéressent à ce point Frédéric Chevalier qu'il a sorti 6 millions d'euros de sa poche pour amorcer le projet. Les collectivités locales, des banques, des groupes industriels (Cisco, Sodexo, Vinci...) et Bercy, dans le cadre du label French Tech, ont abondé. Plus de 70 millions d'euros seront nécessaires. — **P. M.**



Le campus accueillera près de 300 experts dans différents domaines. Photo DR Golem Images pour Corinne Vezzoni et Associés Architectes

www.euromediterranee.fr



ZOOMS // Depuis quelques années, les succès d’image s’accumulent et la cité multiplie les initiatives pour le faire savoir.

Les nouveaux visages du renouveau marseillais

Paul Molga
— Correspondant à Marseille

Un conte de fées ? Après la réussite de la Capitale européenne de la culture, Marseille n'en finit pas d'enchaîner les succès d'image. Deuxième ville préférée des congrès en France (et 74^e mondiale, alors qu'elle occupait la 142^e position en 2012 avec 457 manifestations), cinquième port de croisière en Méditerranée... « Pour la première fois, après un demi-siècle de déclin démographique et économique, Marseille a le sentiment de réussir quelque chose », observe le sociologue Jean Viard.

C'est un fait : la ville est à la mode et, comme jadis à Barcelone, où les entrepreneurs ont mis leurs pas dans ceux de la scène culturelle, la movida massiliote se repaît des restes de son image déglingée. « Une nouvelle ère s'ouvre pour la performance de notre marketing territorial », confirme Philippe Stefanini, qui dirige le guichet d'accueil des entreprises dans le département Provence Promotion. La ville centre a d'ailleurs anticipé le mouvement en libérant 100.000 mètres carrés de foncier pour doper son attractivité.

L'essentiel de cet enjeu de développement urbain se situe dans le périmètre jadis le plus pauvre de la ville, qui va du MuCEM à la gare Saint-Charles en longeant les quais jusqu'à la tour CMA CGM. Plus de 4.500 entreprises s'y sont déjà installées et la place commence à manquer. L'établissement public Euroméditerranée, qui pilote ce projet de rénovation urbaine, pousse donc les murs. Après « Smartseille », son nouvel « îlot XXL » couvrira un



Les architectes ont ouvert de nouveaux panoramas, comme le rooftop des Terrasses du Port, un lieu qui peut accueillir jusqu'à 1.500 personnes. Photo Caroline Dutrey

espace de 14 hectares bordant le marché aux puces, pour préfigurer la future écocité Euromed 2. Le programme sera livré à partir de 2019 et proposera 250.000 mètres carrés de plancher pour des bureaux, logements, commerces, services et équipements publics adaptant les concepts de construction durable à la culture méditerranéenne, tournée vers la rue.

Un bataillon d'ambassadeurs

Déjà, le travail des architectes a ouvert de nouveaux panoramas dans l'horizon marseillais : esplanade du J4, fort Saint-Jean, terrasse de l'ancien Hôtel-Dieu, rooftop des Terrasses du Port et de la Friche... « Marseille est douée pour partager ses plus beaux points de vue », com-

mente un sociologue.

Cette movida stimule aussi l'innovation entrepreneuriale. En quelques années, faute d'espaces adaptés, Marseille est devenue l'un des principaux opérateurs tricolores de co-working, une nouvelle façon de travailler qui promeut les open space pour « free lancers » et « startups ». La ville en abrite déjà une bonne vingtaine sur les quelque 120 qui couvrent le territoire. Le sujet mobilise : Euroméditerranée a mis en place un atelier de réflexion sur ces tiers lieux avec l'idée d'associer des acteurs institutionnels à leur développement.

« Marseille sait se réinventer en permanence », observe Patrick Daher, président éponyme de l'équipementier. L'aéronautique a remplacé huileries et savonneries. Le

tourisme, les services, l'innovation énergétique, les technologies numériques, le maritime, la santé prennent maintenant le relais. »

Les initiatives se multiplient pour le faire savoir. Sous l'impulsion de la CCI, l'opération « Si vous saviez ce qui se passe ici » avec clips manifestes en prime time, campagne d'affichage et relais média, invite le pays à découvrir une image plus positive du territoire pour encourager les efforts de recrutement des entreprises. La mairie forme également un bataillon d'« ambassadeurs M » : début juillet, cette nouvelle armée de scientifiques, entrepreneurs, artisans et artistes recevra officiellement la mission de « vendre le territoire qu'ils aiment ». Une façon de revisiter le marketing territorial. ■

Smartseille, le village urbain connecté

La future écocité phocéenne, économe en énergie grâce à la thalassothermie, sera un quartier intelligent organisé autour des usages collectifs.

Energie verte et connexion numérique à tous les étages. Malgré sa promesse low cost, l'îlot pionnier de la future écocité phocéenne Smartseille ne sacrifiera pas le confort. « Au contraire, explique Emmanuel Ropert, chef de projet innovation chez Eiffage, qui en assure la construction, nous concrétisons ici de multiples solutions innovantes issues des travaux de recherche de Phosphore, notre laboratoire de développement urbain durable. » Sur 58.000 mètres carrés d'habitation et de surfaces tertiaires, ce 112^e quartier de la ville, dont la livraison s'échelonne entre 2016 et 2018, rationalisera tout ce qui peut l'être.

Label « bâtiments durables méditerranéens »

A commencer par l'énergie. « Les occupants de Smartseille économiseront jusqu'à 30 % sur leur facture », promettent les promoteurs. Reliés à une boucle de transfert selon le principe de solidarité énergétique, bureaux et logements échangeront leurs calories en fonction des heures d'occupation. Une boucle à eau de mer soufflera le chaud et le froid dans les habitats à partir de l'énergie calorifique récupérée dans les profondeurs marines. « Ce dispositif puisera de l'eau à température égale toute l'année pour alimenter



L'architecture des bâtiments sera adaptée au climat méditerranéen. Photo Eiffage Immobilier Méditerranée/Golem

des échangeurs thermiques permettant de puiser des calories quand il fait froid l'hiver ou d'en rejeter pendant la saison chaude », résume Patrick Berardi, directeur de Thassalia, la filiale d'Engie et de Cofely qui construit – pour 35 millions d'euros – cette installation de thalassothermie dans le port de Marseille.

Energétiquement solidaires, bureaux et logements échangeront leurs calories en fonction des heures d'occupation.

Centres commerciaux : la ville renforce son pouvoir d'attraction

Après Les Terrasses du Port, plus de 150.000 m² seront encore inaugurés d'ici à 2016.

Avec la régularité d'un métro-nome, les nouvelles Terrasses du Port ont accueilli 1 million de visiteurs chaque mois depuis leur inauguration, il y a tout juste un an. De quoi faire mentir les Cassandre qui prédisaient à ce projet de 466 millions d'euros un démarrage poussif. « Non seulement ce centre commercial répond à la demande, mais il offre à Marseille un nouveau lieu d'attraction avec sa terrasse promenade et son roof aménagé pour faire la fête », jubile sa directrice, Sandra Chalinet-Meranda.

Qu'en sera-t-il des autres programmes ? Les Voûtes de la Major, Bleu Capelette, Les Docks, la rue de la République, les allées du Stade Vélodrome... Au total, depuis 2009, la commission départementale d'aménagement commercial a accordé pas moins de 153.000 mètres carrés de permis à la cité phocéenne. Or, depuis une quinzaine d'années, la croissance des surfaces marchandes suit partout une courbe plus rapide que celle du pouvoir d'achat, alimentant les craintes d'une bulle spéculative et d'une asphyxie commerciale.

A Marseille, où les prix avantageux du mètre carré ont attiré nombre de promoteurs, la tension est encore plus vive. La précédente majorité à la tête de

l'agglomération pointait déjà le risque d'une saturation. Dans son document d'aménagement commercial, elle posait comme hypothèse que la demande pourrait s'accroître tout au plus de 8 %, ce qui constituait un seuil insuffisant pour éviter « une cannibalisation généralisée ». Au mieux, estimaient les fonctionnaires territoriaux, « le potentiel de développement commercial sera consommé pour au moins une décennie ».

Une offre renouvelée

Tant mieux, rétorquent les promoteurs. Avec le renouvellement de son offre commerciale, Marseille renforce son pouvoir d'attraction. Avant 2000, la municipalité pensait favoriser le commerce de proximité en interdisant l'implantation de centres commerciaux en ville. Mais des zones commerciales géantes se sont développées en périphérie, constituant un manque à gagner de 1 milliard d'euros, le cinquième des achats annuels des Marseillais. Une étude estimait alors à 200.000 mètres carrés le déficit de surfaces commerciales, soit peu ou prou ce qui est prévu d'ici à 2016.

Les nouveaux planchers seront très différents de ceux qui existent. Au rez-de-chaussée des Docks, où travaillent plus de 3.000 personnes, Constructa va, par exemple, installer une conciergerie, une crèche et même un marché bio. Les Terrasses du Port misent sur le luxe, les Voûtes sur les concept stores, le Nouveau Stade Vélodrome sur une boutique géante de l'OM... Ces dix dernières années, 13.000 emplois ont été créés dans le commerce, la vocation originelle du premier port marchand de l'Antiquité. Avec ce renouveau commercial, Marseille espère faire encore deux fois mieux. — P.M.

I

MILLIARD D'EUROS

Le manque à gagner que représentent les zones commerciales géantes de la périphérie pour le commerce marseillais.

« Marseille », la série événement de Netflix

Le thriller politique sera tourné pour Netflix cet automne. La diffusion de cette première saison est prévue en 2016.

Argent, pouvoir, corruption et intrigues... Les producteurs de la série « Marseille », thriller politique qui sera tourné pour Netflix cet été, ne pouvaient pas mieux choisir le lieu de son tournage. Auréolée du « roman-tisme mafieux » de son passé de gangster, qui a déjà inspiré quelques chefs-d'œuvre (« Borsalino », « Le Cercle rouge », « A bout de souffle », « French Connection »...), la ville de tous les excès sait que son nom va crédibiliser un scénario qui promet des rebondissements sulfureux. « C'est un des projets télévisuels les plus excitants de ces dernières années », explique le scénariste, Dan Franck.

Pour cet « House of Cards » made in France, l'auteur a eu carte blanche pour porter la transgression à son summum de l'universalité. La série met en scène un combat sans merci entre le maire de la ville vissé à son fauteuil depuis plusieurs mandats et l'homme qu'il a d'abord choisi pour lui succéder, un jeune loup vorace animé par la soif de vengeance après son éviction. Sur ce ring en huit épisodes, sur fond d'élections municipales, toutes les forces officielles et obscures de la ville vont s'affronter, choisir leur



Gérard Depardieu incarnera Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, dans la nouvelle série. Photo Valéry Hache/AFP

camp, protéger leurs intérêts et manœuvrer pour leur poulain.

La diffusion de cette première saison aux accents chantants est prévue en 2016. Netflix vise 50 millions d'abonnés dans 40 pays. Du jamais-vu pour un showrunner français. « Marseille est une ville d'une richesse et d'une densité incroyables, défend le scénariste. Le port, ce lieu d'échanges, d'immigration et de départs, y tiendra un rôle à part entière comme déclencheur de l'intrigue. » — P.M.

COMPÉTITIVITÉ // Avec une hausse de 8 % du trafic de marchandises conteneurisées au premier trimestre de cette année, Marseille retrouve son aura des années 1960... et vise 1,5 million de conteneurs échangés à l’horizon 2018.

Les patrons phocéens regardent l’Afrique comme une nouvelle terre de croissance

Paul Molga
— Correspondant à Marseille

C'est un baromètre du dynamisme économique qui trompe rarement : les trois premiers mois de l'année, le trafic conteneurisé de marchandises a bondi de 8 % sur le port de Marseille, et a atteint un record historique en mars, avec une poussée de 15 %. Annoncé dans quelques jours, le bilan du deuxième trimestre devrait suivre la même courbe. « *La Méditerranée renait* », observe Stéphane Courquin, directeur des lignes Asie-Méditerranée de CMA CGM. L'armateur dessert 68 ports et 34 pays dans ce bassin où escale le tiers de sa flotte. Tous ses volumes transportés y sont en hausse : +4 % pour l'Algérie, +6 % pour la Tunisie, +9 % pour le Maroc, et les prévisions anticipées pour cette année tablent sur une croissance identique des volumes d'échanges avec l'Europe, tant à l'exportation qu'à l'importation. A l'automne, le numéro trois du transport maritime par conteneurs a signé préventivement un accord avec China Shipping Container Lines et United Arab Shipping Company pour renforcer son offre de services sur quatre routes phares, dont l'axe Asie-Méditerranée. Le marseillais y est leader avec dans deux hubs en croissance, Med Tanger et Malte.

« *La reprise des échanges anticipe cette région comme un grand marché de 200 millions de consommateurs. Après des années de tétanie, les entreprises marseillaises réinvestissent ces territoires* », observe Khalil Laabidi, nommé à la présidence de la plateforme de coopération pour le développement économique en Méditerranée, Anima. Les exemples de ces « signaux faibles » qui anticipent la reprise des échanges Nord-Sud ne manquent pas. Il y a quelques semaines, après quinze ans de préférence pour les quais d'Anvers et de Dunkerque jugés plus fiables, le grossiste en fruits Canavese a décidé de rapatrier à Marseille la réception de 2.000 conteneurs annuels de fruits exotiques destinés à ses trois mûris-

series sudistes. Le transfert était jusque-là opéré par camion réfrigéré, pour un surcoût de 1.000 euros. Désormais, chaque mardi, le porte-conteneur « AHS St Georg », affrété par CMA CGM, assure la liaison entre l'Afrique de l'Ouest et le port méditerranéen via Tanger, connectant au passage un des chaînons manquants de l'armateur.

Hausse de 70 % du trafic
Marseille avait perdu ce trafic, qui fit sa fortune dans les années 1960. La privatisation de la manutention et la création par le troisième transporteur mondial du Terminal Med Europe, doté d'un kilomètre de quais et d'un accès direct à l'autoroute, a peu à peu modifié la donne. L'ancien, le port de Marseille-Fos a traité 547.000 tonnes de fruits et légumes, en hausse de 6,5 % par rapport à 2013, dont 40 % ont profité aux bassins de Marseille intramuros. « *Ce retour historique du trafic de bananes est l'occasion d'attirer d'autres productions de la filière* », se réjouit le patron du terminal, Sébastien Latz.

Une étude prospective, réalisée par l'Ecole des mines sur l'avenir du trafic de conteneurs, lui donne raison. Il projette la Méditerranée comme le principal moteur de développement du port de Marseille-Fos avec une augmentation prévisible de 70 % du trafic entre les deux rives, au détriment de l'Asie (-12 %). A ce jour, les échanges intraméditerranéens, réalisés par 39 opérateurs, représentent 9,5 millions de conteneurs. Marseille en vise 1,5 million en 2018, avec une croissance de 7 % par an.

Le négoce portuaire n'est pas l'unique bénéficiaire de cette embellie. « *Les TPE-PME de l'e-commerce provençal partent à la conquête du monde* », assure François Bourgoin, directeur des vendeurs professionnels de eBay France. Dans son dernier index sur la densité numérique des cybermarchands tricolores, la plate-forme a classé les entreprises marseillaises en pole position des plus actives sur la Toile. Une façon de revisiter la pratique historique du négoce. ■



L'armateur CMA CGM, numéro 3 du transport par conteneur, dessert 68 ports et 34 pays à partir du port de Marseille, où fait escale le tiers de sa flotte. Photo Ian Hanning/REA

CMA CGM fait passer le transport de conteneurs maritime à l'ère digitale

La compagnie marseillaise investit massivement dans l'informatisation de ses métiers pour suivre la globalisation de la demande de ses clients.

Consulter les horaires des navires, rechercher une route maritime, suivre son chargement... L'application proposée depuis quelques semaines par le troisième armateur mondial de transport de marchandises CMA CGM vient d'entraîner la conteneurisation dans l'ère numérique. « *Nous entrons dans une phase de migration digitale qui va placer les données en tant que pivot de notre business* », explique Elie Zeenny, responsable de l'informatique du groupe.

Le top départ de cette nouvelle course a été lancé avec la signature en octobre d'un contrat de plusieurs dizaines de millions d'euros avec l'éditeur de logiciels de gestion SAP. L'objectif de cet accord historique : concevoir le premier logiciel métier adapté au transport maritime. « *C'est un vaste programme de transformation sur cinq ans. Il engage nos équipes – plus de 500 ingénieurs informatiques – dans un codéveloppement afin de bâtir un standard informatique intégrant toutes les problématiques liées à l'activité de transporteur* », détaille Elie Zeenny, les données financières, mais aussi

l'optimisation du chargement des conteneurs, leur gestion tout au long de la chaîne logistique, le calcul dynamique de prix en fonction des conditions de marché et du taux de remplissage des navires. » Plus de 3,3 millions de commandes annuelles et près de 11 millions de mouvements opérés par 430 navires du groupe en circulation sont directement concernés.

Tracer la chaîne du froid
Mais cela n'est pas tout : le groupe est également présent au sein d'une start-up prometteuse du nom de Traxens, qui a mis au point un boîtier électronique intégrant plusieurs capteurs capables de fournir des informations de géolocalisation, de température, de choc et même de gaz. « *Ce dispositif équipe les boîtes de l'intelligence nécessaire pour améliorer la productivité et la sécurité logistique* », résume son fondateur, Michel Fallah. Avec ces données, les armateurs vont, par exemple, pouvoir prouver que les scellés n'ont pas été violés sur le trajet et accélérer le dédouanement des marchandises. Ils pourront également démontrer qu'elles n'ont pas subi de coup ou que, au contraire, c'est pendant le transport en camion et non pas sur leur bateau que s'est produit un incident.

Le sujet est à ce point stratégique pour CMA CGM qu'il vient de participer au tour de table organisé par la start-up, donnant ainsi toutes les chances à son innovation de devenir un standard du transport maritime. Le groupe va notamment équiper ses conteneurs réfrigérés pour offrir à ses clients une traçabilité complète de la chaîne de froid. « *Malgré des centaines de millions de dollars engloutis chaque année dans les systèmes d'information logistique, 40 % des cargaisons maritimes arrivent encore en retard. Avec cette solution, nous voulons devenir le hub de l'écosystème du fret pour les 35 millions de conteneurs qui circulent sur les mers du globe* », résume Michel Fallah. — **P. M.**

« Un dispositif va équiper les boîtes de l'intelligence nécessaire pour améliorer la productivité et la sécurité logistique. »

ÉLIE ZEENNY
Responsable de l'informatique de CMA CGM

Les entrepreneurs, chevaliers blancs de l'économie régionale

Plusieurs patrons investissent leurs économies dans ces nouveaux fonds montés pour défendre les entreprises régionales.

Ils se définissent comme investisseurs militants. Pierre Grand-Dufay, Jérôme Borie, Franck Paoli et les dizaines de patrons qu'ils ont embarqués dans leurs fonds valident à Marseille ce que l'Afic, l'Association française des investisseurs en capital-risque, a malicieusement baptisé de « *chauvinisme financier* ». « *Pour bien investir, il faut bien connaître* », justifie Pierre Grand-Dufay. Ce « serial entrepreneur » (Major Sécurité, BestofCity, Chaud Devant...) a créé en 2012 le premier « fonds des territoires » pour « *donner l'impulsion nécessaire aux entreprises de devenir des champions sur la scène internationale* ».

Son leitmotiv : « Think global, act local. » En deux ans, ce précepte a validé un modèle original : doté initialement de 13 millions d'euros de capital, Tertium aura finalement investi à la fin de l'année quelque 20 millions d'euros dans une dizaine de projets de développe-

ment, de croissance externe ou d'opération de transmission comme Bio & Co, Ampéris Energie, Maisons du Midi ou Maten. Sélectionnées drastiquement, les entreprises retenues ont un point commun : elles sont toutes situées à moins de deux heures de route de Marseille, « *la bonne distance pour conserver un lien efficace* ».

Beaucoup de candidats
Avec un rendement de 14 % et l'arrivée de nouveaux investisseurs comme l'AG2R aux côtés de tuteurs de renom (Rodolphe Saadé-CMA CGM, Richard Caillat-HighCo, Didier Parakian-Parakian, Elisabeth Coquet-Reinier-Onet, Marc Schillaci-Oxatis, Bruno Richardson-Richardson), Tertium vise maintenant une seconde phase. Tertium 2 a pour objectif un capital de 40 millions d'euros avec des investisseurs institutionnels, dont probablement la BPI. Malgré des critères exigeants – une capacité bénéficiaire avérée, un chiffre d'affaires de plus de 5 millions d'euros et un management éprouvé –, les candidats ne manquent pas. En deux ans, son comité d'investissement a reçu 180 dossiers.

Sur le marché de la reprise, Connect joue également avec succès la carte régionale. Le fonds, né en 2007 à Marseille de la rencontre de deux chefs d'entreprise régionaux, Jérôme Borie (Avenir Télécom) et Franck Paoli (Socoherb), avait levé 29 millions d'euros pour « *pérenniser la transmission d'entreprises locales* ». Une quinzaine d'opérations (Carestia, Optimétrie, Ascenseurs Méditerranée, Omnium Façade...) ont depuis permis le maintien et le développement de plus de 500 emplois. L'argument a fait mouche. Il y a quelques mois, l'équipe a encore levé 22 millions supplémentaires auprès de la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse et d'une cinquantaine de chefs d'entreprise régionaux, dont plusieurs sont également investisseurs chez Tertium. « *La question de la cession-transmission les touche personnellement. Notre force est d'y répondre par la garantie de maintien des savoir-faire régionaux* », défend Jérôme Borie. *Notre approche est militante.* » Il a du travail : plus d'une entreprise sur quatre dans la région est dirigée par un patron âgé de plus de cinquante-cinq ans. — **P. M.**

Communiqué

Provence Promotion associe Provence et attractivité

Notre territoire gagne en visibilité pour les investisseurs : la Provence attire toujours plus d'entreprises étrangères, toutes en recherche de croissance, de diversification, d'ouverture au monde et d'un environnement propice au bien-être de leurs collaborateurs.

En 2014, le département des Bouches-du-Rhône démontre à nouveau que c'est un territoire attractif pour les entreprises qui souhaitent se développer. Provence Promotion, l'agence de développement économique des Bouches-du-Rhône a accompagné

63 projets générant 1261 emplois et pérennisant 858 emplois. Dans ces résultats la part de l'international est en augmentation, les entreprises étrangères représentent 53% des investissements et 57% des emplois. Les USA, avec notamment INTEL et l'Allemagne, avec des ETI familiales, restent les premiers investisseurs sur le territoire. A noter la forte progression des investissements japonais avec TOYOKO INN, UNIQLO et TAJIMA. Parmi les entreprises qui ont choisi en 2014 le territoire, on retrouve aussi TERLAT INDUSTRIE, MGP ASQUINI, GCA, TRANSCO-MA, K-PLAN... Ces nouveaux entrepreneurs sont aujourd'hui les porte-parole d'un territoire capable d'associer Provence et investissement, la présence des nouveaux quar-

tiers, le développement de l'offre hôtelière, les nouveaux grands projets structurants sont des signaux de croissance perçus par les entreprises. Le département se caractérise aussi par la diversité des filières, ce qui permet aux entreprises de se développer sur d'autres marchés et de répondre à la demande « d'open innovation ». L'ouverture au monde du territoire est un moteur pour le développement sur des marchés multinationaux et enfin le bien-être des collaborateurs un critère moderne de localisation d'un nouvel établissement. « Entrepreneurs, créateurs, repreneurs : dites-nous quel est votre scénario d'implantation et nous vous dessinerons le champ des possibles ! »

www.investinprovence.com

Les nouveaux carrefours des



1 La Bo[a]te
35, rue de la Paix-Marcel-Paul, 13001
laboate.com

Lancé par une ex-cadre d'Orangina, le premier espace de co-working créé en 2007 à deux pas des quais du Vieux-Port propose un espace de 200 m² avec salles de réunion, café vintage, espaces cosy, open space et outils partagés (station vidéo, visioconférence...) pour 15 co-workers résidents. L'organisme soutient aussi plusieurs projets autour de l'édition numérique, l'Internet solidaire et les modèles collaboratifs émergents.

GRAND ANGLE // La créativité phocéenne s'exprime aussi à travers les façons de travailler. Espaces de co-working, accélérateurs, lieux surprenants de colloques et séminaires fleurissent. Un laboratoire du business inédit.



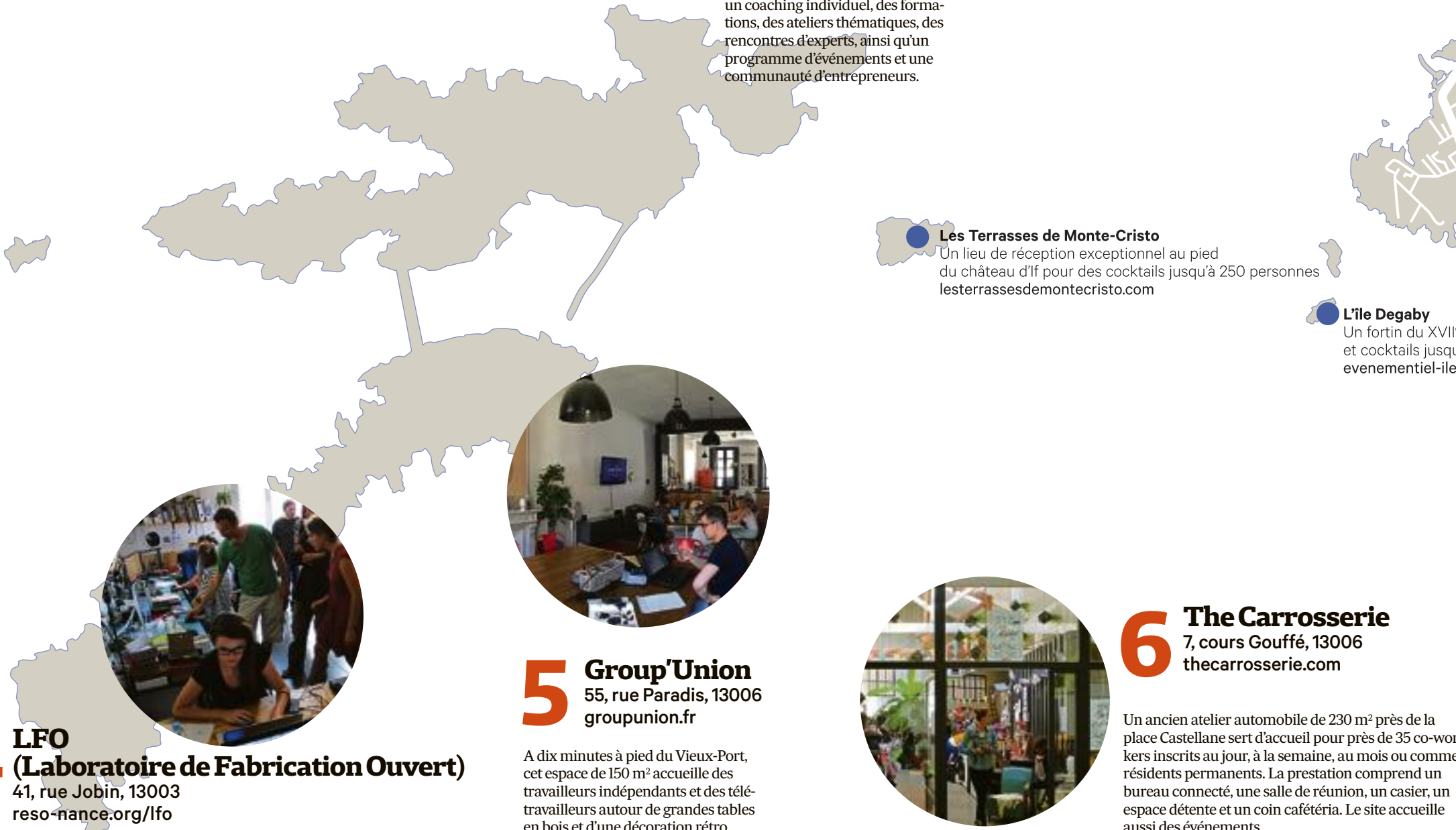
2 La Ruche Marseille
28, boulevard National, 13001
La-ruche-marseille.org

Depuis juin 2013, cet espace collectif de travail et de création accueille des entrepreneurs collaboratifs. Le lieu, équipé de postes de travail connectés, de services communs (achats groupés...), et d'espaces collectifs (salle de réunion ou de formation, bibliothèque, cuisine et même un bout de trottoir végétalisé...), « favorise les synergies et les échanges de compétences entre professionnels engagés ». Il propose également une crèche pour les enfants jusqu'à quatre ans.



3 Cosens
2A, rue de Rome, 13001
cosens.fr

A la fois couveuse, centre de formation et espace de co-working, ce lieu, créé en 1998, propose un écosystème pour les chefs d'entreprise en herbe. La location intègre un espace de bureau, des services associés, un audit de l'entreprise, un coaching individuel, des formations, des ateliers thématiques, des rencontres d'experts, ainsi qu'un programme d'événements et une communauté d'entrepreneurs.



Les Terrasses de Monte-Cristo
Un lieu de réception exceptionnel au pied du château d'If pour des cocktails jusqu'à 250 personnes
lesterrassesdemontecristo.com

L'île Degaby
Un fortin du XVII^e pour des cocktails jusqu'à 250 personnes
evenementiel-ile-degaby.com



4 LFO (Laboratoire de Fabrication Ouvert)
41, rue Jobin, 13003
reso-nance.org/lfo

Situé à la Friche de la Belle de Mai, cet espace est équipé de machines et de matériels de prototypage. L'objectif de ce Fab Lab est de rassembler une communauté d'ingénieurs, d'artisans, d'artistes ou de simples curieux autour de l'open source et des méthodes de travail collaboratif.



5 Group'Union
55, rue Paradis, 13006
groupunion.fr

A dix minutes à pied du Vieux-Port, cet espace de 150 m² accueille des travailleurs indépendants et des télétravailleurs autour de grandes tables en bois et d'une décoration rétro. Il veut encourager les échanges et briser l'isolement du « home office » autour d'événements, de formations, et de sessions de « speed meeting ».



6 The Carrosserie
7, cours Gouffé, 13006
thecarrosserie.com

Un ancien atelier automobile de 230 m² près de la place Castellane sert d'accueil pour près de 35 co-workers inscrits au jour, à la semaine, au mois ou comme résidents permanents. La prestation comprend un bureau connecté, une salle de réunion, un casier, un espace détente et un coin cafétéria. Le site accueille aussi des événements.

dirigeants d'entreprise



7 Le Bureau
73, rue Sylvabelle, 13006
lebureau-coworking.com

Cet open space propose 8 postes de travail connectés pour free lance et une salle de réunion dans un décor intimiste, design et lumineux.



8 Le Spot Multiburo
565, avenue du Prado, 13008
lespotmultiburo.com

Ici, on peut louer à l'heure des bureaux à partir de 10 m² dans un espace de standing de 1.500 m² à deux pas des plages. Le site est membre d'un groupe présent dans 24 autres lieux en France et en Belgique.



9 Les Potentielles
128/130, boulevard de la Libération, 13004
potentielles.fr

C'est le premier espace de co-working pensé au féminin pour « recevoir, travailler, vendre, se développer, échanger, se faire connaître ». On peut louer le lieu pour y installer une exposition ou un point de vente éphémère.

Mieux connaître mon marché ?

lesechos-solutions.fr

la première plateforme de services aux entreprises

➤ les données financières de 10 millions d'entreprises

➤ toute l'information sur 4 millions de dirigeants

➤ 300 études de marché sur 27 secteurs

➤ 250 formations pour les cadres en entreprises

Les EchosSOLUTIONS

GRAND TÉMOIN // DIDIER RAOULT DIRECTEUR DE L'UNITÉ DE RECHERCHE DES MALADIES INFECTIEUSES ET TROPICALES ÉMERGENTES

- Le futur infectiopôle, outil unique en Europe, sera en première ligne dans la lutte contre les maladies infectieuses.
- Implanté au cœur du CHU de la Timone, il permettra de valoriser les atouts et le dynamisme des laboratoires marseillais.

Propos recueillis par
Paul Molga

Faut-il s'attendre à plus d'épidémies ?
L'évolution des risques infectieux est liée au déséquilibre croissant des écosystèmes. Dans nos sociétés modernes où tout bouge, les menaces gonflent à chaque instant. L'installation d'un dispositif de climatisation, le tracé d'une nouvelle route, la création d'une ligne maritime suffisent à introduire de nouvelles contagions. Nos propres corps sont des écosystèmes soumis à des remaniements permanents. Ils contiennent dix fois plus de bactéries et cent fois plus de virus que de cellules humaines. La plupart du temps, les choses s'équilibrent. Quand cela n'est pas le cas, la globalisation offre alors des opportunités jamais vues pour les virus de mutualiser leur efficacité. Avec près de 1 milliard de voyageurs, les risques épidémiques s'accroissent.

L'état de nos connaissances permet-il de contrôler efficacement ces risques ?
Le catalogue connu des virus et bactéries comprenait quelques milliers d'espèces dans les années 1980. Nous en décrivons maintenant plus de 500 chaque année. Et, malgré cela, les risques sont de plus en plus imprévisibles. L'extraordinaire flambée du chikungunya est le parfait exemple d'adaptation des maladies virales au village global : l'association d'un virus africain et d'un moustique asiatique pour contaminer les îles de l'océan Indien et l'Inde, en impliquant l'homme comme réservoir et vecteur, alors qu'il n'était jusqu'alors qu'une impasse.

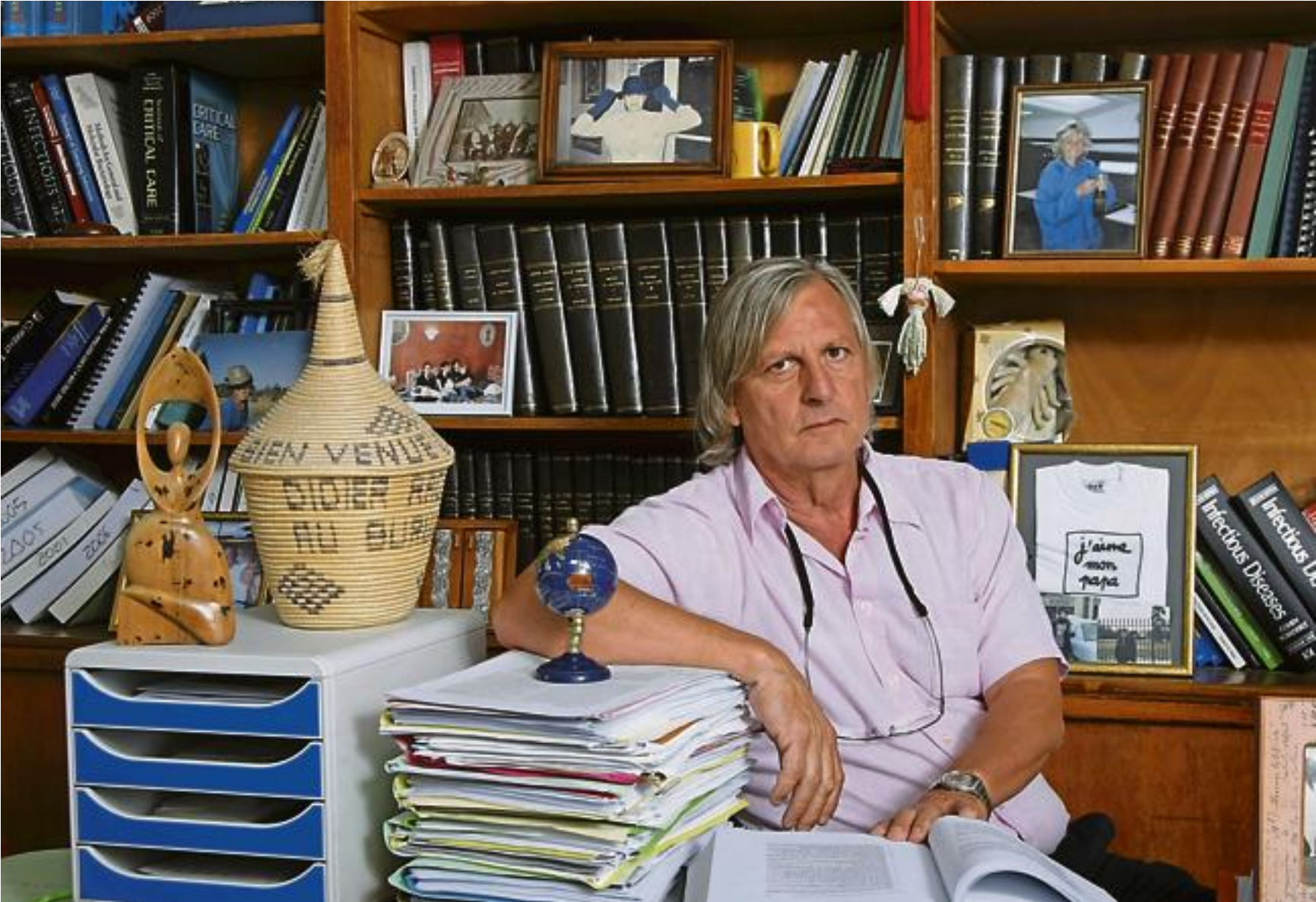
La promiscuité démographique urbaine joue-t-elle en notre défaveur ?
Les virus ARN (sida, SRAS, arbovirus, Ebola, grippe...) utilisent les mégapoles comme cobayes pour tester l'efficacité de leurs mutations : le chikungunya en produit une toutes les 1.000 répliquations, ce qui rend son mécanisme d'adaptation particulièrement redoutable, compte tenu du niveau élevé de la charge virale, 1 milliard de copies par millilitre de sang. La globalisation de cette maladie est juste une question de temps et de nombreuses autres sont candidates. Les maladies infectieuses et tropicales sont déjà la première cause de mortalité dans le monde avec 17 millions de victimes chaque année.

Nos moyens de lutte sont-ils adaptés ?
La société a du mal à suivre et à s'adapter à la rapidité des découvertes scientifiques. Depuis une quarantaine d'années, la loi oblige le personnel hospitalier à se vacciner contre le tétanos et la polio mais pas contre la rougeole, qui a pourtant fait une réapparition incontrôlée, causant une dizaine de morts en France, c'est-à-dire plus que les sept épidémies (vache folle, SARS, Ebola, grippe aviaire...) qui ont fait les premières pages des journaux depuis vingt-cinq ans.

« La globalisation offre des opportunités jamais vues pour les virus de mutualiser leur efficacité. »

« Notre centre sera un fort Vauban capable d'identifier les signaux précurseurs de grandes épidémies. »

L'arrivée d'Ebola dans nos sociétés modernes a-t-il changé notre perception ?
Cet épisode a montré que le personnel de soins n'était pas prêt à traiter les patients contagieux. Notre capacité de gestion des maladies infectieuses est très insuffisante. Lutter contre ces épidémies est un acte de guerre qui nécessite la mise en place de stratégies d'observation et de diagnostic rapide pour permettre de prendre des décisions dans l'instant. Lors de la flambée de rougeole, en 2011, le gouvernement a été incapable de mettre en place un plan permettant en particulier de gérer la transmission intrahospitalière. Il aurait fallu arrêter un plan pour vérifier ceux parmi le personnel de soins qui avaient des anticorps et vacciner ceux qui n'en avaient pas. On voit cette espèce de discordance entre des choses qui ont une résonance médiatique qui entraîne des surréactions et celles qui n'en ont pas et entraînent l'absence totale de réaction.



Didier Raoult pilotera un vaste ensemble réunissant des compétences de diagnostic, de recherche, d'enseignement et de formation. Photo Ian Hanning / RÉA

« Nous créons ce que devait être l'Institut Pasteur il y a cinquante ans »

Il manque une sorte de think tank santé pour prendre le recul nécessaire ?
Ce sera précisément l'un des rôles de l'infectiopôle. Sur 25.000 mètres carrés, ce bâtiment qui est construit au cœur du CHU de la Timone va réunir des compétences de diagnostic, de recherche, d'enseignement et de formation autour de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) en maladies infectieuses. Cet ensemble, pour lequel l'Etat et les collectivités auront dépensé 130 millions d'euros, occupera 700 salariés qui seront en mesure de gérer des crises épidémiques sévères nécessitant d'accueillir plusieurs dizaines de malades dans des conditions d'isolement drastiques. Avec cet infectiopôle, le pays disposera d'un outil unique en Europe pour déployer dans cette filière une stratégie audacieuse de recherche et de formation.

Quelles seront ses missions ?
Parmi les principales figure une fonction d'alerte primordiale. Notre laboratoire surveille déjà 80 % des microbes isolés par les acteurs de la santé dans la région Paca, soit près de 100.000 bactéries par an. On peut donc opérer des comparaisons intéressantes. Par exemple que la résistance aux traitements du staphylocoque doré est passée de 40 % il y a quinze ans à 7 % aujourd'hui. Ou que certains groupes bactériens émergent comme Caspia Klebsiella, dont l'espèce type est impliquée dans les cas de pneumonies nosocomiales. Partant de ce recueil de données, nous avons développé un programme unique de détection des événements anormaux, avec des plates-formes d'observation en Afrique et au Maghreb. Il y aura d'autres épidémies majeures, mais il est impossible de prévoir ce que sera leur nature. Notre centre va réunir des praticiens, des malades, de la recherche de très haut niveau, des spécialistes de l'épidémiologie, des anthropologues et des chercheurs en sciences humaines pour faire fonctionner un fort Vauban des maladies infectieuses qui sera capable d'identifier les signaux précurseurs de gran-

Une figure emblématique de la recherche marseillaise

- Agé de soixante-trois ans, Didier Raoult est le **7^e microbiologiste** le plus cité dans le monde.
- En 1982, il découvre un moyen de cultiver les **rickettsies**, un genre de bactéries parasites véhiculées par les hématophages (tiques, poux...) et crée son laboratoire à Marseille deux ans plus tard.
- Il prend la direction de l'unité de recherche en maladies infectieuses et tropicales émergentes en 2008 et produit des **dizaines de découvertes majeures** (virophages, nouvelles bactéries pathogènes, vecteurs de transmission...).
- Il a reçu en 2010 le **grand prix Inserm** pour l'ensemble de sa carrière.
- Il publie sous le titre « **Votre santé, tous les mensonges qu'on vous raconte** » (éditions Michel Lafon), un brûlot qui bat en brèche un bon nombre de vérités établies véhiculées par la majorité du corps médical, parmi lesquelles l'inutilité des antibiotiques pour soigner une grippe ou la nocivité du soleil.

des épidémies. On aura ainsi les moyens objectifs d'engager des stratégies de lutte sur leur foyer d'origine. Je ne crois pas au principe de précaution, mais au principe de vigilance. Il faut être toujours l'arme à la main.

Ce centre sera en quelque sorte l'avant-poste d'une future ligne Maginot de prévention des maladies infectieuses ?
Nous créons ce que devait être l'Institut Pasteur il y a cinquante ans : un centre où se croise l'étude des maladies liées aux voyages, le traitement des infections chroniques, le suivi de pathogènes émergents, la détection des foyers de prolifération animaux, la définition de politiques de prévention des risques, de protocoles de prise en charge des maladies infectieuses et les outils de transfert et de formation associés.

Vous-même consultez-vous encore ?
C'est essentiel à l'exploration : l'hôpital concentre les cas, le diagnostic permet de les observer, la science fondamentale perce les mystères.

Le centre de gravité de la recherche sur les maladies infectieuses va donc se déplacer à Marseille ?
C'est déjà le cas. Presque 20 % des bactéries connues de la science ont été découvertes dans les laboratoires marseillais et, ces dernières années, quatre nouvelles familles de virus y ont été isolées. La lutte contre la contagion est une affaire historique à Marseille. Peste, choléra, fièvre jaune, variole, tuberculose... ont régulièrement fauché la ville. Son passé portuaire transparent aux épidémies du Sud a façonné des compétences inégalées. La ville produit ainsi le tiers des publications scientifiques françaises en infectiologie et se place dans le Top 5 des pôles de compétences mondiaux après Londres et plusieurs centres hospitaliers américains. Ses laboratoires font également le plein de jeunes doctorants, qui témoignent du dynamisme de leur attractivité. Celui des

rickettsies [variété de bactéries parasites, NDLR] compte par exemple 413 personnes, dont 112 sont des étrangers, et ses publications augmentent de 10 % par an. L'autre atout de la ville est sa position géostratégique aux portes de la Méditerranée. Le service de santé des armées, qui y disposait de son Institut de médecine tropicale, va revenir pour cette raison dans notre dispositif. L'Institut de recherche pour le développement, qui mène ses travaux dans les pays du Sud, y a son siège, et l'IHU a établi des relations avec deux réseaux qui comptent en Afrique : Remédier (Recherche méditerranéenne dans les infections émergentes et réémergentes) et Girafe (Groupement international de recherche en Afrique sur l'émergence), qui appuient les transferts de technologies anti-infectieuses issues de la recherche française. Il est temps de transformer ce savoir en business. Avec la création de l'IHU, nous avons mis les bouchées doubles pour valoriser les travaux de nos équipes : 24 brevets avaient été déposés depuis 1994 ; autant ont été enregistrés ces deux dernières années.

Cette puissance ne transparait pourtant pas sur la scène internationale !
La France est un des pays au monde qui met le plus de moyens sur les maladies infectieuses tropicales, mais d'une manière absolument illisible, c'est vrai. Elle s'est laissé piéger dans un système où 95 % de ses financements sont distribués par des organismes internationaux sans qu'elle puisse en contrôler la destination. Il n'y a pas suffisamment d'accords bilatéraux entre notre pays et la francophonie. Dans dix ans, avec la démographie actuelle, le français sera la troisième langue la plus parlée au monde. Il faut donc dès à présent travailler avec les gens avec qui on a des rapports et des objectifs naturels : les pays du Maghreb, l'Afrique subsaharienne... Le sens naturel des flux migratoires avec la francophonie nous oblige à nous préoccuper de ces routes. ■